

ROUNDTABLE & NETWORKING November 13–14 2012 – Brussels, Belgium

Je partirai de la question : quelle crise économique secoue-t-elle notre continent ? J'aborderai ensuite la question : quel type de solutions ? Enfin, j'examinerai le problème de fond : quel modèle de société voulons-nous bâtir, et avec quels acteurs ?

Pour répondre à ces questions, j'évoquerai brièvement quelques événements récents :

La City de Londres vient d'être secouée, après Wall Street, par des scandales de manipulation des marchés financiers. Les principales banques anglaises, dont Barclays, sont poursuivies pour avoir donné sciemment de fausses informations, afin de faire monter les cours de bourse. Ainsi 4 ans après la faillite de Lehman Brothers, qui est à l'origine de la crise dans laquelle le monde est entré en 2008, les institutions financières continuent à spéculer impunément à partir de « produits dérivés », appelés aussi « produits toxiques ». Et l'économie planétaire en est durement affectée. Les Etats sont impuissants ou complaisants. La croissance économique au sein du monde occidental s'est effondrée. Les marchés financiers acculent la Grèce et l'Espagne, l'Italie (et dans une moindre mesure la France) à toujours plus d'austérité. Une politique qui paupérise, précarise des pans entiers de la société.. Les partis populistes, qui parfois se réfèrent explicitement au nazisme, comme en Grèce, prospèrent. Les discriminations, la xénophobie, et le racisme s'étendent. L'égoïsme des exilés fiscaux ou le refus obstiné de l'Eglise Orthodoxe de Grèce de participer substantiellement au redressement économique du pays témoignent d'une crise des valeurs sans précédent. Il flotte une atmosphère d'«années 1930 » sur la vieille Europe. Et ce n'est pas l'annonce d'un accord à minima (seulement 9 pays sur 27), sur 'une taxe à très faible taux sur les transactions financières au sein de l'Union Européenne qui peut inverser cette tendance Notre civilisation est menacée par une nouvelle étape du capitalisme sauvage, celui des marchés financiers. La preuve, ce matin-même, on annonce que la Grèce attendra, au bord du gouffre, l'enveloppe financière qui la sauverait de la faillite par suite d'un désaccord entre l'Union Européenne et le FMI sur la possibilité de lui accorder un rééchelonnement de la dette, qu'en tout état de cause elle ne peut honorer. Derrière cette énième crise de l'UE, les grandes banques et les créanciers privés sont à la manœuvre, trouvant, il est vrai, l'appui complaisant d'un certain nombre d'Etats, dont l'Allemagne de la chancelière Merkel. Nous dansons, peuples d'Europe, sur un volcan.

Un second type d'événements permet de préciser le débat. Courant octobre, le Prix Nobel de la Paix a été décerné non pas à une personnalité, non pas à un pays, mais à une entité géographique, la nôtre, l'Union Européenne. La décision des jurés du Nobel a surpris, alors qu'elle me semble justifiée et opportune. Elle a même déclenché en France une vive polémique. Les uns, dont je suis, se sont réjouis de voir proclamer devant l'opinion que notre continent, ensanglanté par deux guerres mondiales en un demi-siècle, vient de vivre une période de paix sans précédent. D'autres, en général, plus jeunes, ont contesté cette décision, au motif que l'Europe connaît les prémices d'une « guerre civile » qui résulte d'une régression insupportable du niveau

de vie pour un nombre croissant de citoyens. Cortèges impressionnants, manifestations qui tournent à la violence, émeutes de 2005 en France, après celles de la Grande Bretagne, qui se traduisent par des affrontements au sein de certains quartiers, en périphérie ou en centre-ville, heurts entre communautés, ce type d'événements rythme désormais l'actualité. Très souvent la religion est l'une des composantes ostensibles de cette « guerre civile » larvée. Elle est l'alibi ou l'exutoire de cette détresse qui s'en prend à toutes les représentations de la puissance publique. Autrefois, pour défendre l'idéal européen, souvent attaqué en France, je disais : « La paix passe avant le pain ». Je voulais signifier par là que, déplorant les dérives ultralibérales de l'Europe, je continuais à croire néanmoins dans la nécessité d'une construction européenne, parce qu'elle me paraissait éloigner le spectre d'une 3^{ème} guerre mondiale

Aujourd'hui, je me dis : Si le pain continue à manquer sur la table des familles des classes populaires, si le nombre de laissés pour compte de la société de consommation continue de croître, alors nous aurons des épisodes de « guerre civile » de plus en plus fréquents, et pas seulement dans les zones en déshérence de nos agglomérations urbaines où se concentre la population pauvre, souvent immigrée, toujours discriminée. La grève de la faim spectaculaire et inattendue du maire de Sevran, Stéphane Gagnon, est la manifestation de ce malaise, celui plus spécifiquement de la banlieue parisienne. Et un jour peut-être un conflit inter-Etats éclatera, ce qui serait une catastrophe à l'échelle de la planète.

Comment sortir de cette situation dangereuse qui à terme minerait la position de l'Europe au niveau international ? Il faut réaffirmer la souveraineté des Etats sur les marchés financiers par le prélèvement de taxes d'un montant significatif sur les transactions ; lancer une politique de grands chantiers consacrés aux infrastructures ; financer une politique ambitieuse d'éducation,, de formation et de recherche ; s'attaquer aux inégalités territoriales ; et lutter contre toutes les discriminations. L'Union Européenne doit se donner comme objectif le plein emploi, c'est-à-dire une politique de croissance, mais économe quant à l'exploitation des ressources naturelles et profitant à toutes les nations. Soit l'inverse, ou presque, des choix de la Commission européenne et des décisions prises lors des sommets des Chefs d'Etat. D'où viendra ce sursaut ? D'une prise de conscience de l'opinion publique transcendant les frontières nationales et bousculant les intérêts des nantis, qu'il s'agisse de pays ou de citoyens.

Et c'est là qu'un réseau associatif comme ENORB peut apporter une contribution originale. Il est transnational (et pas seulement européen). Il est fondé sur des valeurs –justice, égalité, solidarité, lutte contre les discriminations y compris entre les sexes- qui, ensemble, devraient être à la base d'une refondation de l'Europe. Il est, si je puis utiliser ce néologisme, « interconvictionnel », ce qui est rare, c'est-à-dire le lieu de rencontre de croyants éclairés et indépendants des Eglises et des confessions au sens institutionnel du terme. Mais il regroupe aussi des héritiers de la grande tradition humaniste, prolongée par le Siècle des Lumières, enrichie par les lois sur la sécularisation et la laïcité. Un courant de pensée, qui, aux côtés des

« racines chrétiennes » et des apports de la culture musulmane, a puissamment contribué à forger l'identité européenne. Jacques Delors, en son temps, a incarné cette synthèse. A défaut d'un homme de son envergure, et puisque nous manque un leader de cette trempe, tissons les liens qui, au sein de la société civile, feront mûrir cette refondation de l'Europe, car, comme le disait François Mitterrand, « la France est notre patrie, mais l'Europe est notre avenir ». Je plaide pour qu'un jour une majorité de citoyens dans chaque nation reprenne à son compte le même idéal.

Gérard DELFAU

28-11-2012